

DUEL D'INCOMPÉTENCE

Après trop de semaines à naviguer à vue et à mettre en danger les populations de Tarascon, le mandataire a été prié par l'État de plier bagage. Désormais, c'est l'Ademe qui est chargée de s'occuper de la fin de vie de l'usine. Les mots employés par le ministère de la Transition écologique pour qualifier le comportement du mandataire sont d'une rare violence : « *défaillance* » et « *incurie* ». En langage moins diplomatique, cela signifie que ceux qui devaient s'occuper du site ont non seulement fait n'importe quoi, mais qu'ils ont érigé la négligence en méthode de travail. Le mandataire est rhabillé pour l'hiver.

Mais cette situation aurait pu être évitée dès le départ. Les représentants de la Filpac CGT n'ont cessé d'alerter, avant même que le mandataire ne récupère les clés. Une papeterie ne s'arrête pas d'un coup de baguette magique. Il faut du temps, des moyens et surtout des professionnels qui connaissent l'outil industriel, d'autant que le site abrite de nombreux produits dangereux. Il aura fallu des milliers de litres de polluants déversés dans le Rhône pour que l'État ouvre enfin les yeux et comprenne que

le mandataire n'était définitivement pas l'homme de la situation. L'environnement n'est pas la seule victime de l'incompétence du mandataire. L'usine elle-même a été vandalisée par ceux qui étaient chargés de l'arrêter. De leur côté, les salariés n'ont toujours pas reçu leur solde de tout compte, ni même les documents nécessaires pour s'inscrire à France Travail.

Dans ce dossier, l'État s'est lui-même piégé dans le dossier Fibre Excellence. Pourquoi ? En voulant faire un coup politique, en écartant par principe le projet de reprise porté par Matthieu Pigasse, il a condamné le site et laissé les clés à un mandataire qui vient aujourd'hui d'être désavoué. Dans le même mouvement, l'État détruit 700 emplois, enterre Chapelle-Darblay et affaibli un peu plus la production de pâte à papier en France. La politique ne consiste pas seulement à écarter des concurrents potentiels dans la course au pouvoir. La politique, c'est d'abord fixer un cap. Permettre aux populations de vivre de leur travail, protéger leur environnement et garantir une souveraineté industrielle dans un secteur aussi crucial que celui du papier. Cela demande une vision qui dépasse les petites rancœurs et les calculs d'arrière boutique. Las, le Premier ministre et son gouvernement ont préféré un règlement de comptes à des comptes réglés. Le ministère parle d'« incurie » pour qualifier la gestion du mandataire. Le mot est juste. Mais il serait dommage de le réserver au rez-de-chaussée quand l'incompétence occupe tous les étages. •

Le ministère parle d'« incurie » pour qualifier la gestion du mandataire. Le mot est juste. Mais il serait dommage de le réserver au rez-de-chaussée quand l'incompétence occupe tous les étages.